

Conserver le capital naturel des Outremer

Des outils innovants d'appréciation de la soutenabilité environnementale

- Exceptionnel par sa diversité et son endémisme, le capital naturel des Outremer français est essentiel au bien-être des populations de ces territoires. Les rares indicateurs environnementaux existants dans les Outremer alertent pourtant sur une dégradation de l'état de l'environnement.
- Des outils innovants permettent un diagnostic précis de l'étendue de cette dégradation et révèlent les zones les plus exposées aux pressions anthropiques telles que l'agriculture et l'extraction de l'or sur le bouclier des Guyanes, ainsi que la grande vulnérabilité des écosystèmes vis-à-vis des pollutions et des feux de forêts en Nouvelle-Calédonie.
- Leur application à d'autres territoires mériterait d'être développée, pour définir les trajectoires soutenables et fixer des cibles de bon état écologique sur l'ensemble des Outremer, à l'aide de données et d'outils efficaces de gestion du capital naturel.

Une évolution préoccupante des pressions sur les écosystèmes ultramarins

Les collectivités ultramarines sont en première ligne face à la dégradation des écosystèmes. Les Outremer sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique au niveau national.^[1] Or le capital naturel des Outremer est exceptionnel par sa diversité et son endémisme ; il est essentiel au bien-être des populations et à la majorité des activités économiques. Le préserver est un impératif éthique, mais aussi d'ordre économique et social. La santé des populations et l'activité économique, au premier rang desquels le tourisme, la pêche ou encore l'agriculture, dépendent du respect de normes de pollution et de la bonne fourniture de biens et services issus de la nature. Comment identifier et conserver les composantes les plus critiques et les plus vulnérables du capital naturel ultramarin ?

On dispose de très peu d'indicateurs de suivi de la dégradation des écosystèmes et les rares qui existent sont souvent alignés sur des cadres métropolitains peu adaptés aux contextes ultramarins. Les rares indicateurs environnementaux existants dans les Outremer alertent sur une dégradation de l'état de l'environnement : espèces envahissantes, disparition d'espèces, perte de corail vivant.^[2] Les observatoires peinent à documenter les pressions, et ne disposent pas de vue d'ensemble des enjeux de soutenabilité environnementale. Les plans de développement incluent peu ou pas d'objectifs fondés sur la science écologique, et peinent à intégrer des visions et horizons « souhaitables » de bon état écologique.

[1] « Les outre-mer face au défi du changement climatique », ONERC, 2012.

[2] « L'environnement en France », Ministère de la Transition écologique et solidaire, 2019.

43%
Score agrégé
de soutenabilité
environnementale en
Nouvelle-Calédonie

Les Outremer font ainsi face à un défi d'ordre politique, économique, et institutionnel : dans quels processus institutionnels intégrer cette conservation du capital naturel ? Comment réaliser les arbitrages qui ne manqueront pas d'émerger avec les politiques de développement ?

Développer des outils innovants pour permettre un diagnostic territorial précis

Deux approches ont permis de faire un bilan plus poussé et complet des enjeux de soutenabilité environnementale, proposant des pistes innovantes de pilotage et de gestion du capital naturel.

Sur le plateau des Guyanes, le cadre comptable ENCA (voir l'encadré) montre une relative intégrité des écosystèmes. La quasi-totalité de la partie sud de la région présente en 2015 des niveaux de capacité écosystémique comparables à ceux de 2000. La pression anthropique est en revanche prégnante dans les zones d'extraction d'or et de développement de l'agriculture, les deux premiers moteurs de la déforestation dans la zone.

En Nouvelle-Calédonie, le cadre ESGAP (Environmental Sustainability GAP, voir l'encadré) détaille les écarts existants entre l'état du capital naturel et un état souhaitable de bon fonctionnement, révélant notamment la grande vulnérabilité des écosystèmes vis-à-vis des pollutions et des feux de forêts.

Lier les décisions de gestion de l'environnement aux enjeux politiques sur les territoires

La science écologique peut donner les points de repère nécessaires pour appréhender les processus naturels dans leur complexité et leur incertitude. Le cadre ESGAP propose ainsi une liste réduite d'indicateurs pour un suivi synthétique et le pilotage de l'ensemble des enjeux environnementaux, ainsi qu'une série de cibles fondées sur la science à intégrer dans les cadres et plans de développement.

Ces normes écologiques sont des outils pour les collectivités et tous les acteurs publics ou privés. Elles indiquent le chemin qui sépare un territoire d'une situation réellement soutenable. Fondés sur des connaissances scientifiques, elles fixent les exigences en matière de restauration et de maintien des fonctions critiques du capital naturel, pointant vers autant d'activités de diversification économique soutenable et permettant des arbitrages politiques complexes.

Développer l'utilisation d'outils intégrés pour la gestion de l'environnement dans les Outremer nécessite en outre de clarifier les responsabilités pour la préservation d'un patrimoine naturel commun. Les exemples opérationnels incluent le renforcement des observatoires environnementaux, l'identification des besoins et la pérennisation de la collecte de données environnementales par les différents services en charge de la gestion des milieux naturels, le développement de nouveaux cadres comptables publics ou privés compatibles avec des objectifs de soutenabilité.

Garantir une trajectoire soutenable ne signifie nullement qu'il faille abandonner les arbitrages entre différentes utilisations des ressources naturelles. Ces outils permettent

au contraire un dialogue politique et social, et aident à cibler les efforts en identifiant les composantes critiques à conserver en priorité. L'étude ENCA sur le plateau des Guyanes fournit une approche cartographique adaptée à de multiples approches de gestion, jusqu'à une intégration dans la comptabilité territoriale. Elle montre de manière précise les localisations et l'impact des pressions anthropiques les plus importantes et permet ainsi de discuter de politiques de gestion très structurantes pour les territoires, comme l'avenir de l'orpaillage ou les pratiques agricoles soutenables

Encadré

ENCA et ESGAP, deux outils innovants de pilotage du capital naturel

ENCA propose un ensemble complet de comptes des services fonctionnels de carbone, d'eau et d'infrastructures écosystémiques (dont la biodiversité). Sur la base des données disponibles pour chaque compte de base, les soldes quantitatifs des stocks sont calculés, ainsi qu'un indice d'utilisation durable de la ressource et un indice de santé. Les informations quantitatives et qualitatives fournies par ces indices sont utilisées pour estimer le « comportement » et la résilience des systèmes.^[3]

Le cadre ESGAP repose sur un tableau de bord renseignant les évolutions de l'état fonctionnel de vingt-trois composantes de l'environnement, en mettant l'accent sur les écarts qui existent entre ces évolutions et les objectifs de maintien ou d'atteinte d'un « bon état écologique ». Ces composantes couvrent les quatre grandes catégories de fonctions environnementales critiques et essentielles : la fourniture de ressources, le retraitement des pollutions, la biodiversité et la santé humaine. L'illustration montre les indicateurs disponibles pour la Nouvelle-Calédonie, aboutissant à un score de soutenabilité agrégé de 43 %, soit un déficit de plus de moitié par rapport à une situation soutenable.^[4]

SCORES DE SOUTENABILITÉ DU CADRE ESGAP EN NOUVELLE-CALÉDONIE. UN SCORE DE 100 INDIQUE UN ÉTAT SOUTENABLE, UN SCORE PLUS FAIBLE DÉNOTE UN GAP (DÉFICIT) DE SOUTENABILITÉ

Forêts	100 %
Poissons	100 %
Eau de surface	61 %
Erosion des sols	59 %
Changement climatique	5 %
Pollution par le feu	19 %
Pollution eaux de surface	24 %
Biodiversité terrestres	71 %
Biodiversité marine	75 %
Pollution air intérieur	100 %
Pollution eau potable	62 %
Aménités naturelles	44 %
Sites Unesco	75 %

[3] Rahm et al., « Ecosystem natural capital accounting in the Guiana Shield in 2000 and 2015 », ECOSEIO project (WWF, 2021).

[4] Adrien Comte, Clément Surun, et Harold Levré, « La mise en œuvre du tableau de bord ESGAP en Nouvelle-Calédonie », Chaire Comptabilité Écologique, AgroParisTech, 2021.

Ce Policy Brief est issu de la 7^e conférence AFD-CEROM (« Les Outre-mer en transitions. Défis et visions d'avenir », Paris, 13 octobre 2022)^[5]

[5] <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/les-outre-mer-en-transitions-defis-et-visions-avenir>

Géographie : Guyane, Nouvelle-Calédonie, Outremer

Mots-clés : environnement, soutenabilité, capital naturel

Thématiques : biodiversité

Agence française de développement (AFD) 5, rue Roland Barthes, 75012 Paris.

Directeur de publication Rémy Rioux

Directeur de la rédaction Thomas Melonio

Création graphique MeMo, Julie Gilles, D. Cazeils

Conception et réalisation Coquelicot

Dépôt légal 4^e trimestre 2023 | ISSN 2742-5312

Crédits et autorisations



License Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Retrouvez les autres publications dans cette collection :

<https://www.afd.fr/fr/collection/policy-brief>